



**MINISTÈRE  
DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI  
ET DE L'INSERTION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Fonds de Développement de l'Inclusion**

**FDI exceptionnel pour la relance inclusive et la croissance de l'IAE**

**Mesures de soutien pour le développement et la transformation  
des structures de l'Insertion par l'activité économique (SIAE)**

**2020**

**DOSSIER TYPE DE DEMANDE DE SUBVENTION**

**Dossier à retourner par courriel et/ou voie postale à**

<b>DIRECCTE [préciser] Unité Départementale de [préciser]</b>	<b>Adresse [préciser]</b>
<b>Service instructeur [préciser]</b>	<b>Responsable : Téléphone : Courriel : @</b>

## PARTIE 1 – PRESENTATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : [.....]

N° SIRET : [.....]

N°RNA délivré lors de toute déclaration (création ou modification) en préfecture :

Numéro récépissé Préfecture : [.....]

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de publication de l'inscription au registre des associations : [.....]

N° CPOM/COT en cours de validité : [.....]

Code NAF :

Code IDCC :

N° annexe financière IAE :

Identification du représentant légal de l'organisme :

Prénom / Nom	
Fonction	
Tel/Courriel :	

Forme juridique : :  Association  Société commerciale  Autre (préciser) :

Catégorie de SIAE  ACI  AI  EITI  EI  ETTI

Structure souhaitant créer une SIAE  Autres

Assujettissement à la TVA :  OUI  NON

Adresse :

## PARTIE 2 - PRESENTATION DU PROJET DEMANDE

### Responsable à contacter pour le projet (s'il diffère du représentant légal)

Identité :

Fonction :

Coordonnées :

### Type d'aide sollicitée :

Aide à l'investissement

Aide au développement commercial

Aide au conseil

Aide au démarrage

### Caractère exceptionnel sollicité (taux de cofinancement porté à 75%) :

Implantation dans une zone particulièrement peu pourvue en SIAE

Projet de grande envergure, en termes de montant d'aide sollicitée (supérieur à 50.000€) et/ ou d'échelle territoriale (inter-régionale voire nationale),

Projet porté conjointement par une SIAE et une entreprise adaptée

Pas de caractère exceptionnel sollicité, taux de cofinancement à 55% maximum

### 1.Intitulé du projet et résumé (détaillé en annexe 1) :

#### ▪ Intitulé du projet :

--

#### ▪ Objet :

- A quel besoin répond ce projet ?

--

-Qui a identifié le besoin ?

--

#### ▪ Résultats escomptés :

○ Nombre d'emplois d'insertion créés :

○ Nombre d'emplois d'insertion maintenus :

○ Nombre d'emplois permanents créés (le cas échéant) :

### Calendrier prévisionnel

Durée :	Date prévisionnelle de commencement d'exécution :	Date prévisionnelle de fin d'exécution :

### 3. Coût du projet :

Montant de subvention sollicitée:

Coût total du projet	
Montant de la subvention sollicitée	
Montant des autres aides publiques	

**Le coût total du projet est-il présenté hors taxes ou TTC ?**

Hors taxes

TTC

**Éléments comptables au 31-12-N-1 (pour les associations, en remplacement de la liasse fiscale, si la subvention est inférieure ou égale à 23 000 €) :**

Chiffre d'affaires :		Capitaux propres :	
Excédent brut d'exploitation :		Dettes financières :	
Résultat d'exploitation :		Crédits de trésorerie :	
Résultat net :		Total du bilan :	
		Effectifs salariés	

### **PARTIE 3 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE**

Je soussigné, en qualité de représentant légal de [.....] ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention de l'Etat pour le montant indiqué ci-dessus pour la réalisation du projet précité et décrit en annexe.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

J'ai pris connaissance du fait que le démarrage du projet ne peut intervenir avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet.

**ANNEXE N°1**

**DESCRIPTION DU PROJET /OPERATION EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE  
SUBVENTION**

**1. Description du projet:**

**1. Lieu de réalisation:**

**3. Objectifs poursuivis :**

#### 4. Indicateurs au regard des objectifs :

Les indicateurs sont examinés dans le cadre du dialogue de gestion.

##### Impacts attendus en matière :

###### - d'emploi (Nombre d'emplois créés ou à créer) :

Méthode : *les emplois directement créés par le projet financé au titre du FDI remplissent les conditions suivantes :*

*a) les emplois sont créés dans un délai de trois ans à compter de l'aide versée ;*

*b) une augmentation nette du nombre de salariés de l'établissement concerné est constatée par rapport à la moyenne des douze mois précédents ;*

*c) les emplois créés sont maintenus pendant au moins deux ans à compter de la date à laquelle les postes ont été pourvus pour la première fois*

###### - d'emploi (Nombre d'emplois maintenus) :

Méthode : *nombre d'emplois maintenus à l'issue du versement de l'aide versée en comparaison avec le nombre d'emplois dans les 12 derniers mois précédents, hors nouveaux recrutements.*

###### - de développement de la structure (changement de taille, développement territorial...) :

###### - de réorientation, diversification, transformation de l'activité :

###### - d'organisation des processus de production :

###### - de l'organisation et de stratégie économique et financière de l'entreprises

- autres

--

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET**

DEPENSES <sup>1</sup>	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisitions immobilières			<b>Aides publiques<sup>3</sup> :</b> - Union européenne - Etat		
Etudes			- Communes - Intercommunalité		
Travaux			- Département - Région		
Matériel			- Etat (hors IAE et contrats aidés)		
Autres <sup>2</sup>			- FSE - PLIE - AGEFIPH Autre aide publique : - origine :		
			<b>Aides privées</b> -Fondations -autres		
			<b>Autofinancement</b> Fonds propres Emprunts Crédit-bail Autres		
<b>Total</b>			<b>Total</b>		

<sup>1</sup> Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

<sup>2</sup> Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)

<sup>3</sup> Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires..., joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,)

L'organisme bénéficie-t-il d'un soutien ou d'une intervention au titre de fonds de garantie pour l'insertion par l'économique (FGIE) : oui  / non

L'organisme bénéficie-t-il du Fonds territorial France active : oui  / non

Si oui : garantie bancaire :  Apport ou crédit :  Autre :

Autres fonds financiers solidaires : oui  / non

Financement bancaire du projet : oui  / non

Si oui, nombre de banques : Montant total du financement obtenu :

Apport en capital-risque : oui  / non

Si oui : SIFA :  IDES :  Autre :

Soutien d'une tête de réseau de l'IAE :  régional  national  aucun

Intervention d'un DLA : oui  / non

- Si oui, nom du DLA :
- Nature de l'action réalisée par le DLA :
- Date de démarrage de l'action initiale

Aides ou subventions complémentaires à la mobilisation du FDI : oui  / non

## BUDGET PREVISIONNEL DE L'ORGANISME

CHARGES	MONTANTS (1)	PRODUITS	MONTANTS
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 Achats</b>		<b>70 - Ventes</b>	
602 Achats stockés		Productions Vendues	
604 Prestations de services		Marchés publics	
605 Achat matériel			
606 Achats fournitures non stockées		Prestations de service	
<b>61 Charges externes</b>		Mise à disposition de personnel	
611 Sous-traitance générale		<b>74 - SUBVENTIONS (2)</b>	
612 Crédit-bail		ETAT (préciser l'administration)	
613 Locations immobilières		ETAT (préciser l'administration)	
613 Locations mobilières		ETAT (préciser l'administration)	
614 Charges locatives		ETAT (préciser l'administration)	
615 Entretien réparations		REGION	
616 Primes d'assurances			
617 Etudes et recherches			
618 Documentation générale et colloques			
<b>62 Autres charges externes</b>			
621 Personnel extérieur à l'entreprise		INTERCOMMUNALITE (EPCI)3	
622 Honoraires		INTERCOMMUNALITE (EPCI)	
Presta. formation/tutorat personnel insertion			
Prestataire action hors formation/tutorat		COMMUNES	
623 Publications		COMMUNES	
		COMMUNES	
624 Transports et déplacement			
		FSE	
625 Voyages, missions et réceptions			
626 Frais de télécom et postaux		Autres établissements publics :	
627 Service bancaire			
628 Divers			
		<b>Aides privées (fondation...)</b>	



<b>63</b>	<b>Impôts et taxes sur salaires</b>			
631	Taxes sur salaires			
633	Vers. Formation, transport, construction			
635	Impôts directs, indirects et droits			
<b>64</b>	<b>Salaires et charges</b>			
	Gestion administration			
	Accompagnement social-emploi-formation			
	Encadrement technique			
	Personnel insertion			
	Autres personnel hors activité insertion			
	Autres frais			
	Autres frais de personnel insertion			
<b>65</b>	<b>Charges de gestion courante</b>		<b>75 - Produits gestion courantes</b>	
			dont cotisation, dons manuels ou legs	
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions</b>			
<b>69</b>	<b>Impôt sur société</b>			
<b>CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES A L'ACTION</b>			<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION</b>	
Charges fixes de fonctionnement			Préciser	
Frais financiers			Préciser	
Autres			Préciser	
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>0</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>0</b>

La subvention de [préciser] représente [préciser] euros soit [préciser] % du total des produits (montant attribué/total des produits) X100

## ANNEXE 2

### PIECES JOINTES

(Indispensables à l'instruction du dossier<sup>4</sup>)

- 1- Preuve de l'existence légale :
  - a. Extrait Kbis, inscription au registre ou répertoire concerné ;
  - b. Pour les associations : copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la préfecture, statuts si subvention supérieure à 23 000 €
- 2- Relevé d'identité bancaire ou postal
- 3- L'indication du régime TVA
- 4- Un calendrier prévisionnel détaillé de réalisation (s'il diffère de celui indiqué dans la demande), le cas échéant par exercice
- 5- L'estimation du coût de fonctionnement éventuel annuel de l'équipement après sa mise en service (le cas échéant)
- 6- Pour les subventions supérieures à 23 000 € :
  - a. Dernière liasse fiscale complète.
  - b. Pour les associations, les derniers bilans et comptes de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un.
- 7- Eléments comptables au 31-12-N-1, pour les subventions inférieures à 23 000 € :

<sup>4</sup> Les pièces déjà détenues pas le service instructeur ne seront pas à redemander

Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier.

- 8- Un document du demandeur attestant avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement ou lettre de l'exécutif de la personne publique indiquant son approbation sur le montant de la subvention, son intention de cofinancer le projet et de soumettre dans un délai précis la demande de cofinancement à son organe délibérant
- 9- Devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense.
- 10- Pour les travaux immobiliers et acquisitions immobilières :
  - a. Document précisant la situation juridique et le prix des terrains et immeubles et établissant que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci (promesse de vente...).
  - b. Si le projet s'inscrit dans un programme communautaire certification par un expert qualifié indépendant ou un organisme officiel agréé de la valeur et/ou confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande.
  - c. - autorisations préalables requises par la réglementation (permis de construire...)
  - d. - plan de masse, plan de situation, plan cadastral
- 11- Crédit-bail : projet de contrat